

Moody's rachète ZM Financial Systems, renforçant ainsi les capacités d'évaluation des risques pour les banques américaines

Moody's Corporation (NYSE:MCO) a annoncé aujourd'hui le rachat de ZM Financial Systems (ZMFS), un fournisseur de premier plan de logiciels de gestion des risques et financière pour le secteur bancaire américain. La transaction renforce la position de Moody's en tant que leader de l'évaluation intégrée des risques en enrichissant la gamme de solutions de gestion des risques d'entreprise de Moody's Analytics, qui aident les institutions financières à prendre des décisions informées.

La gamme de produits de ZMFS fournit des systèmes et services clés que les banques et d'autres institutions financières utilisent pour modéliser et gérer le risque, et pour prendre des décisions commerciales importantes liées à la gestion de l'actif et du passif (ALM, asset and liability management), à la gestion de portefeuille, à la liquidité, à la solvabilité et à la budgétisation. Utilisant un moteur complet de gestion du flux de trésorerie, ces solutions permettent aux professionnels du secteur bancaire de faire des prévisions et des tests de stress pour leurs bilans en analysant les schémas de données, en modélisant les positions, en négociant des valeurs mobilières et en achetant et vendant des prêts.

« Les outils analytiques de pointe de ZM Financial constituent une source fiable pour les logiciels de gestion du risque utilisés par les banques, les coopératives de crédit et les courtiers-négociants américains », a affirmé Stephen Tulenko, président de Moody's Analytics. « L'ajout des capacités ALM de premier plan de ZM Financial renforce le leadership mondial de Moody's dans l'évaluation des risques et nous aidera à accompagner les institutions financières de toutes tailles. »

L'ajout de ZMFS contribue à faire évoluer les offres de Moody's Analytics pour le secteur bancaire américain. Les produits de ZMFS complètent les outils pour le montage de prêts et l'évaluation de crédit, la comptabilité, la gestion de portefeuille et les prévisions de Moody's Analytics, dont CreditLens™, ImpairmentStudio® et Capital Risk Analyzer, pour créer une suite robuste de solutions bancaires pour les États-Unis.

« Rejoindre Moody's et intégrer ses modèles économiques et comportementaux bien connus nous permettra d'améliorer considérablement nos offres pour les institutions financières », a expliqué Butch Miner, cofondateur de ZMFS. « Ensemble, nous continuerons de faire évoluer nos solutions analytiques et d'optimiser nos processus afin d'aider nos clients à atteindre leurs objectifs de croissance continue et de gestion du risque », a ajouté Dai Zhao, cofondateur de ZMFS.

Moody's Analytics intégrera ZMFS dans sa branche d'activité Solutions de gestion du risque d'entreprise.

Financé avec des liquidités disponibles, l'investissement ne devrait pas avoir une incidence importante sur les résultats financiers 2020 de Moody's.

À PROPOS DE MOODY'S CORPORATION

Moody's (NYSE:MCO) est une société mondiale d'évaluation des risques qui aide les organisations à prendre de meilleures décisions. Ses données, solutions d'analyse et perspectives aident les décideurs à identifier les opportunités et à gérer les risques inhérents aux activités commerciales avec d'autres parties. Nous pensons qu'une plus grande transparence, des décisions plus réfléchies et un accès équitable à l'information ouvrent la porte à un progrès partagé. Avec plus de 11 400 employés dans plus de 40 pays, Moody's combine une présence internationale avec une expertise locale et plus d'un siècle d'expérience sur les marchés financiers. De plus amples renseignements sont disponibles sur moodys.com/about.

DÉCLARATION DE RÈGLE REFUGE EN VERTU DE LA LOI PRIVATE SECURITIES LITIGATION REFORM ACT DE 1995

Certaines déclarations figurant dans le présent communiqué de presse sont des énoncés prospectifs, elle sont basées sur les attentes, les plans et les perspectives futurs concernant les affaires et les activités de Moody's Corporation (la « Société »), qui impliquent un certain nombre de risques et d'incertitudes. Ces déclarations peuvent inclure, entre autres, les termes "penser", "s'attendre", "anticiper", "avoir l'intention", "prévoir", "présager", "potentiel", "continuer", "stratégie", "aspirer", "cible", "anticiper", "projeter", "estimer", des verbes au futur ou au conditionnel, ainsi que des expressions ou mots similaires et leurs variantes qui expriment la nature prospective d'événements ou résultats indiquant généralement des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs et autres informations figurant dans le présent communiqué de presse sont formulés à la date de la présente et la Société rejette toute obligation (et décline toute intention) de compléter, mettre à jour ou réviser publiquement ces énoncés de manière continue, que ce soit suite à des développements ultérieurs, à des changements dans les prévisions ou pour toute autre raison, sauf si les lois ou réglementations en vigueur l'exigent. Relativement aux dispositions de règle refuge de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act de 1995, la Société identifie des exemples de facteurs, risques et incertitudes qui pourraient entraîner une différence, éventuellement substantielle, entre les résultats réels et ceux indiqués dans ces énoncés prospectifs. Parmi ces facteurs, risques et incertitudes figurent, sans que cela soit limitatif, l'impact de la COVID-19 sur la volatilité sur les marchés financiers américains et mondiaux, sur la situation économique générale et sur la croissance du PIB aux États-Unis et dans le monde, et sur les propres opérations et le personnel de la Société. De nombreux autres facteurs pourraient provoquer des différences entre les résultats réels et les perspectives de Moody's, dont les perturbations sur les marchés du crédit ou les ralentissements économiques, qui pourraient affecter le volume de dette et d'autres titres émis sur les marchés financiers domestiques et/ou mondiaux ; d'autres paramètres susceptibles d'affecter le volume de dette et d'autres titres émis sur les marchés financiers domestiques et/ou mondiaux, y compris les questions de réglementation et de qualité du crédit, les variations des taux d'intérêt et d'autres problèmes de volatilité sur les marchés financiers comme ceux liés au Brexit et aux incertitudes alors que les entreprises abandonnent progressivement l'utilisation du LIBOR ; le niveau d'activité des fusions et acquisitions aux États-Unis et dans d'autres pays ; l'efficacité incertaine et les conséquences collatérales possibles des actions gouvernementales aux États-Unis et dans d'autres pays affectant les marchés du crédit, le commerce international et la politique économique, y compris celles liées aux droits de douane et aux barrières commerciales ; les inquiétudes quant à la possibilité que le marché porte atteinte à notre crédibilité ou porte atteinte

de quelque manière que ce soit aux perceptions du marché vis-à-vis de l'intégrité ou de l'utilité des notations des agences de crédit indépendantes ; le lancement de produits ou technologies concurrents par d'autres sociétés ; les pressions sur les prix de la part de nos concurrents et/ou clients ; le niveau de réussite du développement de nouveaux produits et de l'expansion mondiale ; l'impact de la réglementation en tant que NRSRO (organisation de notation statistique reconnue au niveau national), la possibilité de nouvelles législations et réglementations aux États-Unis, au niveau des États ou au niveau local, y compris les dispositions de la loi Dodd-Frank (Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act) et les réglementations résultant de cette loi ; la possibilité d'une concurrence accrue et d'un durcissement de la réglementation dans l'UE et dans d'autres juridictions étrangères ; l'exposition à des litiges en relation avec les notations de Moody's Investors Service, ainsi qu'à tout autre litige, toute poursuite, enquête ou investigation gouvernementale ou réglementaire dont la Société peut faire l'objet de temps à autre ; les dispositions de la loi Dodd-Frank modifiant les standards de procédure et les réglementations de l'UE modifiant les standards de responsabilité applicables aux agences de notation de crédit d'une manière défavorable à ces agences ; les dispositions des réglementations de l'UE imposant des exigences procédurales et de fond supplémentaires sur la tarification des services et l'expansion des attributions de surveillance en vue d'inclure les notations non-UE utilisées à des fins réglementaires ; la perte possible d'employés clés ; les défaillances ou dysfonctionnements de nos opérations et de notre infrastructure ; les vulnérabilités aux cybermenaces et autres questions de cybersécurité ; le résultat de tout examen des initiatives mondiales de la Société en matière de planification fiscale par des autorités de contrôle fiscal ; l'exposition à des sanctions pénales ou recours civils potentiels si la Société ne respecte pas les lois et réglementations américaines et étrangères applicables dans les juridictions où la Société exerce des activités, y compris les lois sur la protection des données et de la vie privée, les lois imposant des sanctions, les lois anti-corruption et les lois locales interdisant le versement de pots-de-vin à des fonctionnaires de gouvernement ; l'impact des fusions, acquisitions et autres rapprochements de sociétés et la capacité de la Société à intégrer avec succès les entreprises rachetées ; la volatilité des devises et des taux de change ; le niveau des flux de trésorerie futurs ; les niveaux des dépenses d'investissement et un déclin de la demande des institutions financières pour les outils de gestion du risque de crédit. Ces facteurs, risques et incertitudes, ainsi que d'autres risques et incertitudes susceptibles de provoquer un écart important entre les résultats réels de Moody's et les résultats envisagés, exprimés, projetés, anticipés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs, sont aujourd'hui amplifiés par l'épidémie de COVID-19, ou pourraient l'être à l'avenir ; ils sont décrits plus en détail dans la rubrique "Facteurs de risque" dans la Partie I de l'article 1A du rapport annuel de la Société sur Formulaire 10-K pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, dans son rapport trimestriel sur Formulaire 10-Q pour le trimestre clos au 31 mars 2020 et dans d'autres documents déposés à l'occasion par la Société auprès de la Commission américaine des opérations de Bourse (la "SEC") ou dans les documents intégrés aux présentes ou les documents auxquels il est fait référence. Nous avertissons les actionnaires et investisseurs que la survenue de n'importe lequel de ces facteurs, risques ou incertitudes pourrait provoquer un écart important entre les résultats réels de la Société et les résultats envisagés, exprimés, projetés, anticipés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. De nouveaux facteurs sont susceptibles d'apparaître de temps à autre et il n'est pas possible pour la Société de les prédire, elle n'est pas non plus en mesure d'évaluer l'effet potentiel que peut avoir sur elle un quelconque nouveau

facteur.

Le texte du communiqué issu d'une traduction ne doit d'aucune manière être considéré comme officiel. La seule version du communiqué qui fasse foi est celle du communiqué dans sa langue d'origine. La traduction devra toujours être confrontée au texte source, qui fera jurisprudence.



Consultez la version source sur businesswire.com :
<https://www.businesswire.com/news/home/20201207005895/fr/>